



SYNDICAT NATIONAL UNIFIE DES IMPOTS

80/82 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16

E-mail : snui@snui.fr

<http://www.snui.fr>

Réf. PC/2006

Paris le 28 novembre 2006

« ADRESSE A L'ENCADREMENT »

Le climat social s'est fortement dégradé depuis plusieurs mois à la DGI et s'est particulièrement tendu depuis la rentrée.

Le 14 novembre 2006 a été marqué par une forte participation à l'action de grève. Cette mobilisation s'est manifestée de manière plus remarquable dans certains services (CDI, SIE, ...) et elle a plus concerné certaines catégories d'agents (+ de 50% de grévistes chez les cadres C).

Plus touchés par les suppressions d'emplois et leur traduction immédiate sur leurs conditions de vie au travail (conjuguée aux réformes structurelles), les agents « C » mais également de très nombreux agents B ont témoigné de leur ras-le-bol lors de ce rendez-vous qu'une intersyndicale très large leur avait proposé.

Mais ne nous y trompons pas, tous les agents de la DGI sont aujourd'hui confrontés aux mêmes maux engendrés par la politique de destruction du service public.

Dans ce contexte extrêmement dégradé, le rôle de l'encadrement (à quel niveau débute-t-il en fait ?) est rendu de plus en plus difficile au quotidien.

La nouvelle conception de management, dite moderne par les tenants de la thèse de la « perpétuelle réforme en tout et pour tout », génère malaise et souffrance au travail.

Les mêmes maux s'expriment par les mêmes mots pour dénoncer ce profond malaise qui gagne toute notre administration, tous cadres confondus.

Indicateurs et tableaux de bord multiples, méthodes d'évaluation-notation et règles de gestion constituent autant d'outils de pression permanente qui conduisent à la dépression de beaucoup d'agents quels que soient leur rôle et leurs fonctions.

Bien des mots parviennent au SNUI de la part de la « hiérarchie intermédiaire » pour exprimer le côté dévastateur de tous ces maux qui gangrènent les solidarités nécessaires au bon fonctionnement de ce grand corps administratif qu'est la DGI. Solidarités techniques et techniciennes dans le cadre des relations hiérarchiques, solidarités professionnelles complémentaires entre les divers services et les divers cadres, solidarités humaines, aussi, bien évidemment sont le réel ciment d'une grande administration comme la nôtre.

Elles doivent demeurer un atout pour l'évolution nécessaire de la DGI et doivent aussi nous conduire tous ensemble à témoigner de notre capacité à nous indigner face aux dogmes de la réforme de l'Etat.

Aux « beaux discours » des technocrates de Bercy théorisant la modernité et la modernisation de l'Etat (qu'ils n'hésitent pas à venir rappeler à l'encadrement dans des grands messes locales de propagande officielle) c'est le bon sens et la réalité du terrain, la vérité du terrain qu'il faut, sans délai, opposer fermement.

Les consignes de Bercy sonnent de plus en plus mal aux oreilles des cadres supérieurs mais semblent paradoxalement leur sceller les lèvres tant les mots parfois sont forts ou plutôt fortement assénés comme autant de menaces pour l'avancement, la promotion éventuelle, la mutation, la notation.

Vous êtes responsables », « patrons » de votre service ...Votre « loyauté » est indispensable ... Voilà des termes qui ne passent plus.

Alors, il faut exprimer cet état de fait avant qu'il ne soit trop tard ...pour tout le monde !

« Responsables » ? De quoi et avec quels moyens surtout quand les suppressions d'emplois se traduisent par l'absence supplémentaire d'un agent sur cinq dans certains services ?

« Déresponsabilisés », c'est le mot qui au contraire revient régulièrement dans la bouche de beaucoup de cadres qui ressentent au quotidien une logique implacable de culpabilisation, de stigmatisation lorsque les indicateurs ne sont pas servis !

L'asservissement à l'outil statistique voilà un des maux qui est régulièrement dénoncé par tout le monde.

Le Directeur Général déclarait le 14 novembre dernier, lors du CTPC : « je n'ai pas le sentiment que notre système d'indicateurs soit tombé dans l'excès ... Cependant, ce n'est pas à l'agent de base de décider des priorités ».

A qui songeait-il en évoquant l'agent de base ? Bien des « patrons » locaux semblent aujourd'hui, témoigner qu'ils ne sont en fait que de simples « sous-traitants » agissant sous les contraintes budgétaires et l'autoritarisme.

A ce sujet, le SNUI par la voie de ses représentants des cadres A +, a déclaré lors de la CAP CH/CSC du 23 novembre 2007 : « *le dialogue de gestion est basé uniquement sur une vision technocratique de la mission : seuls les indicateurs comptent. Il en résulte une déshumanisation des relations et l'instauration d'un climat de défiance et parfois d'intolérance ; ne s'exprime plus que le politiquement correct* ».

Cette expression directe des personnels, le Directeur Général ne veut pas l'entendre !

Ayant lancé il y a plus d'un an l'action « Réclamons notre dû » le SNUI mesure à son juste niveau (et pour cause) ce que représente la perte d'une journée de salaire, car les fins de mois sont de plus en plus difficiles pour un nombre grandissant d'agents.

Le SNUI mesure donc le prix de la colère, de notre forte colère à toutes et à tous dans la participation à la grève du 30 novembre.

Moderniser, réformer, manager, adhérer, autant de consignes adressées sans cesse à l'encadrement mais, on n'oublie pas de rappeler aussi une vieille valeur fondamentale du « bon vieux code » de déontologie du fonctionnaire : la loyauté !

Pour le SNUI, cette valeur de loyauté est effectivement une valeur essentielle qui doit guider tout fonctionnaire dans l'exercice de ses missions au service de l'Etat, mais elle ne peut en aucun cas céder la place à un loyalisme de mauvais aloi.

« L'instant n'a de place qu'étroite entre l'espoir et le regret et c'est la place de la vie ! » disait un écrivain.

Le SNUI prône un « syndicalisme de rencontre » à tous les égards. Il nous faut réaliser ensemble les conditions de la solidarité des fonctionnaires de la DGI.

Cet instant, c'est le 30 novembre prochain ! Le SNUI vous propose et vous suggère de l'utiliser au mieux, vous les cadres, pour manifester une solidarité de « conscience » à destination de tous les agents de la DGI. Il nous faut partager ensemble une nouvelle protestation face aux orientations destructives des services publics menées par les ministres et l'obstination du Directeur Général à défendre les apparences !

La DGI mérite mieux aujourd'hui en terme de reconnaissance et de respect des efforts engagés par tous les agents, tous cadres confondus, depuis des années.



Le Secrétaire général

Serge Colin